

E.W.

24.04.93.R.V.

ENTRETIEN AVEC EL HACHEMI CHERIF (Ettahadi)

# "Faire l'économie d'une guerre civile"

Dix jours après l'attentat dont il fut la victime, le secrétaire général du mouvement Ettahadi maintient les accusations de complicités de certaines sphères du pouvoir dans la recrudescence du terrorisme.

Propos recueillis par  
CHERIF EL OUAZANI

Il n'y a pas eu de réaction officielle de votre mouvement quant aux assertions de la presse arabophone concernant un retour à la clandestinité. Pourquoi ?

C'est une invention de journaliste. Depuis un mois, nous avons eu, à l'occasion de la diffusion dans les boîtes aux lettres, un dépliant explicitant les analyses de notre mouvement concernant la nécessité d'une rupture totale, d'une nouvelle Constitution. Nous y revendiquons une transition qui ne soit pas une continuité du système. Cette manière de procéder, le journaliste y a vu un retour à la clandestinité.

Jugez-vous que cela ne vous porte pas préjudice, que cela ne nécessite pas le recours à la justice ?

Le débat est tellement phagocyté par des plumitifs de la presse arabophone, que si l'on s'amuse à porter plainte, on n'en finirait pas. A titre d'exemple, *El Massa* titre : "Complot des laïco-communistes", et dans l'article il s'agit d'une attaque contre Lyacine, chef de cabinet de Bélaïd, l'accusant de saboter *Es-Salam*. Le titre n'a donc rien à voir avec le contenu. Ce type de manipulation est quotidien.

Autre exemple, on vient de nous informer que des militants du FIS de Mostaganem auraient reçu des lettres de menace de mort signées Ettahadi. Nous avons attiré l'attention du ministère de l'Intérieur, et le conseil national a dénoncé, dans une déclaration, cette manœuvre dont les sources sont inconnues. Mais sur le plan politique, nous affirmons que l'intégrisme est historiquement et stratégiquement sur la défensive.

Le dialogue, tel qu'il a été mené jusque-là connaît, déjà, des déboires et s'achemine vers un échec. On ne peut concilier un projet d'Etat moderne et de progrès avec un projet d'Etat théocratique et totalitaire. La recrudescence du terrorisme tire sa source également dans le système rentier et bureaucratique qui continue à l'alimenter. Le gouvernement Abdesselam a forgé des concepts qu'il a offerts sur un plateau en or à l'intégrisme.

Le lien entre ce dernier et des forces liées au système justifie cette grossière provocation qui consiste à faire croire à l'opinion publique, que notre mouvement, d'essence démocratique et



humaniste, cautionne la création de groupes terroristes.

L'amalgame n'a-t-il pas été entretenu par la formule que vous avez utilisée à la suite de l'attentat, quand vous disiez que la lutte contre le terrorisme doit prendre toutes les formes ?

Non, je crois que les forces qui n'ont pas d'arrière-pensées comprendront que l'appel signifie tous les fronts et principalement celui politico-idéologique. Il est évident que la situation ne peut restée en l'état. La rupture est à l'horizon. L'Algérie fera un saut dans la modernité, et cela sera accéléré depuis la marche du 22 Mars.

Et l'intégrisme veut nous faire payer le succès de cette marche. Autre élément, c'est l'arrestation de Abdelhamid Benzine, trois jours avant l'attentat dont je fus l'objet. Je vais être très franc avec l'opinion publique, ce n'est pas un acte judiciaire innocent, mais un acte politique. La seule explication que l'on pourrait trouver est qu'il devait être assassiné en prison. Moi, j'étais programmé pour samedi. L'organisation d'un attentat contre ma personne est des plus faciles. Le choix du moment montre l'opportunité politique pour infléchir l'évolution de la situation.

La rupture est-elle, selon vous, inéluctable ?

Elle est inscrite nécessairement dans l'Histoire. Seulement la question n'est plus théorique, elle est pratique. La seule façon d'économiser des vies est d'aller rapidement et d'une manière très offensive, vers la rupture avec l'intégrisme et le système rentier bureaucratique.

Comment expliquez-vous que le HCE n'ait pas compris tout cela ?

Je pense qu'il y a fondamentalement deux raisons. La première est que le pouvoir n'est pas homogène, il est partagé entre trois forces. Une force qui veut la rupture totale avec l'intégrisme. La deuxième est celle qui croit au compromis, enfin, la troisième qui croit pouvoir rompre avec l'islamisme politique en préservant le système rentier bureaucratique. Les tergiversations et les hésitations s'expliquent par le jeu des intérêts économiques énormes. Ce sont tous les privi-

lèges mal acquis, les fortunes édifiées en quelques années, les responsabilités indues dans les appareils du pouvoir.

La deuxième explication de l'attitude du HCE tient dans l'approche du clivage modernité/archaïsme. Il est posé comme une dichotomie entre la sphère de la culture arabophone et celle francophone. Je profite pour lancer un appel à tous les patriotes pour ne plus laisser la totalité de la presse arabophone entre les mains de courants qui violent la conscience de son lectorat.

Contrairement à ce qui s'y écrit, nous n'avons jamais été contre l'islam ou la langue arabe. Nous disons que le challenge est de moderniser l'arabe, le tamazight, et en faire des langues d'appropriation du savoir, de création de valeurs nouvelles. La seule perspective de leur modernisation est qu'elles intègrent l'intelligence universelle. L'identité nationale est à reformuler, d'où l'importance du choix de société.

Un projet de société, c'est une Constitution. Est-ce que vous rejoignez le FFS dans sa revendication pour une constituante ?

L'approche constitutionnaliste ne nous intéresse pas. Nous revendiquons une Constitution de rupture. Une constituante ? Sur la base des partis actuels ? Il n'y aurait aucun résultat.

Quels seraient, d'après vous les critères d'éligibilité pour être rédacteur de ce texte ? Préconisez-vous un comité de sages ?

Que signifie comité de sages ? Ce texte doit être confié aux forces résolument attachées à la République et à la modernité. Nous ne devons pas en faire une question consensuelle ! La recomposition du paysage politique est un préalable à la sortie de la crise, et cela ne peut intervenir qu'après l'adoption d'une Constitution de rupture.

Quand vous dites que le pouvoir n'est pas homogène, le camp démocratique n'est pas en meilleur état ! Que répondez-vous à un Boukrouh quand il affirme que vous faites de la défense des valeurs républicaines une affaire exclusive ?

Pourquoi devons nous, nous mettre sur la défensive, quand nous déclarons défendre la République ? Nous n'avons jamais prétendu être les seuls, et nous avons toujours consacré le pluralisme. La seule chose qui nous distingue, c'est que l'Histoire nous a donné raison. Nous ne faisons pas de procès d'intention, mais les partis qui ont participé aux élections ont cautionné un processus qui nous menait à la catastrophe. Notre analyse a toujours fait état de l'échec d'un processus électoral et démocratique incluant l'isla-

misme politique.

Je ne comprends pas des hummes politiques comme Kasdi Merbah qui affirme être pour une République démocratique, et qui, en même temps, avance qu'elle ne peut se faire sans le FIS, Hamas ou Ennahda. Cette absurdité politique doit bien cacher quelque chose.

M. Merbah (j'en parle car il me cite dans l'entretien qu'il vous a accordé) affirme que j'ai été victime d'un attentat car je suis proche du pouvoir. Mais enfin ! Qu'est-ce que le pouvoir ? Il y a des mois que nous demandons à ce que ce gouvernement cède sa place à un gouvernement de combat républicain, car aujourd'hui, il ne saurait y avoir de neutralité...

Qu'est-ce qu'un gouvernement de combat républicain ?

C'est celui qui est capable de dire plus de militant actif du FIS dans l'éducation ou l'appareil judiciaire. C'est celui qui porte le combat dans tous les *mass media*, au lieu de mettre les forces saines sur la défensive avec des formules du style "l'accommodationnistes". Quand Mme Benhabib claironne : "Oui à la rupture avec les pratiques, non à la rupture avec notre personnalité" Nous lui disons que nous n'avons pas de leçons à recevoir. Echahk'sia el djazairia, c'est nous chère Madame. Nous sommes tous des militants de la cause nationale.

Quand le HCE rappelle à l'ordre le gouvernement, en insistant sur la lutte antiterroriste comme priorité de l'heure, ou en réclamant la cohérence du discours politique, ce qui est perçu par les observateurs comme un désaveu, est-ce que cela vous satisfait ?

Le seul rappel à l'ordre valable est la mise en place du gouvernement de combat républicain. Le dérapage verbal trahit un fond stratégique. Ce n'est pas un lapsus. Je reviens à Merbah, pour lui dire que, lui, fut proche du pouvoir, pas nous.

Ensuite, je lui ferai remarquer qu'il tente de justifier le terrorisme. Echeh ! si le terrorisme frappe ceux qui sont proches du pouvoir ! Etait-ce sa pensée en disant cela ?

Le devoir de tout homme politique aujourd'hui est de mesurer ses propos. M. Hardi pose-t-il ses mots ? Quand il dit "habibou djibouha bel asker".

Quoi de plus normal que d'en appeler à une armée républicaine pour sauver la République ? Ce n'est pas une armée de putschistes. Historiquement, et là je rejoins l'analyse du général Touati, aucune rupture pour le progrès ne s'est faite dans une oasis. Si nous avons les moyens, alors pourquoi ne pas faire l'économie d'une guerre civile ?